

La presse et les feux de forêts (1979)

Au cours des Assises varoises de la forêt méditerranéenne, il a souvent été question des ressemblances entre les incendies de 2003 et ceux de 1979, surtout en ce qui concerne les départements du Var et de la Corse. Ceci nous a amené à rechercher dans les études réalisées alors, les similitudes et les différences que l'on pouvait observer, entre ces deux campagnes, à la fois au plan de leurs caractéristiques physiques : climat, territoires, environnement, végétations, etc. mais, également, au plan humain : prévention, lutte, et aussi aspects psychologiques, opinion, etc. Sur les premiers points, les comptes rendus des Assises permettront de se faire une idée assez précise de la situation. En revanche, en ce qui concerne les aspects psychologiques, rien n'est plus représentatif de l'opinion générale qu'une bonne analyse de la presse quotidienne régionale au cours de l'année du cataclysme. Aucune étude, à notre connaissance, n'ayant été diligentée sur ce sujet pour 2003, il nous a semblé intéressant de ressortir des archives du Centre de documentation "forêt méditerranéenne et incendie", le rapport qui avait été fait en 1982, sur les incendies de 1979, par Françoise Roure.

La première chose qui saute aux yeux, à la lecture de cette revue de presse, c'est qu'en 25 ans, l'opinion des méditerranéens et de leurs journalistes a très peu changé : confrontations ruraux/urbains, pyromanes, critiques des institutions, méconnaissance de la forêt et des forestiers... Tous ces thèmes (voire ces poncifs !) gardent une grande constance dans l'opinion publique et dans la presse.

On note, cependant, une certaine évolution des esprits sur quelques points particuliers :

- Parmi les causes de mises à feu, si le pyromane ("l'incendie probablement d'origine criminelle !") conserve, malheureusement, "bonne presse", le spéculateur immobilier ne fait plus "recette"... en revanche l'imprudent, responsable de 8/10^e des incendies n'a toujours pas sa place dans les médias et, ainsi, il reste persuadé que ce n'est pas lui !

Et pourtant !...

- L'efficacité du débroussaillage obligatoire autour des habitations est enfin reconnue...
- La "catastrophe écologique" est de moins en moins évoquée, sous l'influence de l'opinion (d'origine anglo-saxonne) du "let-it-burn" qui montre que le feu pluri-millénaire est devenu un facteur écologique majeur, comme les autres...
- Enfin, le reboisement, seule solution pour réhabiliter les forêts brûlées, perd du terrain devant la régénération naturelle, plus simple, plus sûre et surtout moins coûteuse !...

Nous avons décidé de publier ce rapport dans son intégralité, afin que nos lecteurs puissent se faire leur propre opinion sur le sujet et nous donnent leur sentiment sur ces évolutions... et les autres... Le "courrier des lecteurs" leur est grand ouvert !

À vos claviers !

Et, surtout, nous suggérons à l'institution qui pourrait le décider, d'entreprendre un travail équivalent pour l'année 2005, en espérant, bien entendu, qu'elle soit moins "féconde" que "1979" (ou 2003).

Avant-propos

L'idée qui a motivée (avant l'été de 1979) cette étude, effectuée en 1980 et 1981, c'est-à-dire avant que l'on sache ce qu'allait être cet été 1979, est la suivante : quelle place réelle occupe la forêt méditerranéenne dans la presse lorsque celle-ci rend compte des feux de forêt ?

Ce travail répond à la question mais en a naturellement abordé bien d'autres parce que la matière sur laquelle il s'est fondé a été à la fois abondante et confuse.

Il en ressort que les journalistes connaissent bien les feux de forêts, en parlent abondamment et que leurs commentaires reflètent fidèlement l'opinion de leurs lecteurs.

On peut lire cette étude – et l'utiliser – avec le souci d'en dégager les réponses aux quelques questions suivantes :

- 1.- Quelle idée la presse se fait-elle de l'écologie et de la flore de la forêt ?*
- 2.- Quelle idée se fait-elle des fonctions de la forêt ?*
- 3.- Quelle est son opinion sur l'importance de la protection de la forêt ?*
- 4.- Quelle est son opinion sur les méthodes de protection ?*

1 : L'étude répond nettement à la première question : la presse ne s'intéresse pratiquement pas à la flore ni à l'écologie. Il faut en prendre son parti, ce n'est pas à la lecture des quotidiens que l'on apprendra la botanique.

2 : Les commentaires sont nombreux par contre sur les fonctions de la forêt. Ces fonctions sont diverses, elles ont sensiblement changé au cours des 50 dernières années. Elles sont présentées avec une confusion qui traduit bien la diversité de l'opinion que chacun en a selon son âge et ses pré-occupations.

3 : La presse estime qu'il faut protéger la forêt. Il y a à ce sujet un large consensus. C'est l'opinion du public et les journaux qui la confortent. C'est à cette situation que l'on doit les importants crédits de la Défense des Forêts Contre l'Incendie. La presse a eu certainement un rôle très important dans ce mouvement d'opinion.

4 : C'est là le point le plus délicat. Pour que la protection soit efficace, il faut le concours de tous : public, élus, sauveteurs... La presse peut beaucoup pour les motiver. Elle le fait parfois, mais parfois aussi elle fausse les idées du public : elle sous-estime les responsabilités des riverains pour voir surtout celle des touristes, elle publie des photos de forêts en flammes dont l'effet sur les faibles d'esprit peut être nuisible, elle sous-estime le rôle des pompiers, des sapeurs-forestiers au profit de celui des moyens aériens. Elle passe sous silence le travail essentiel de l'équipe de pompiers qui en une heure coiffe un feu un jour de mistral, mais elle donne son jour de gloire à celui moins heureux ou moins efficace qui s'est laissé déborder et a lutté en vain pendant des heures jusqu'à ce que le feu s'arrête de sa belle mort... Elle s'intéresse peu ou même pas du tout aux problèmes d'organisation.

Il paraît donc que les responsables de la protection et de la mise en valeur de la forêt méditerranéenne peuvent bénéficier de cette analyse qui est mise à leur disposition pour améliorer leur dialogue avec les journalistes.

En effet, une connaissance plus complète et plus systématique du contenu de la presse ne peut que faciliter le dialogue avec ceux qui la font.

C'est dans cet esprit qu'a été conduite et rédigée cette étude.

*Jean BONNIER, à l'époque Directeur d'études
à l'Organisation régionale pour les études de développement
et d'aménagement (O.R.E.A.M.)*

Objectifs et méthode

La presse ne semble découvrir, ou redécouvrir périodiquement, l'existence de la forêt méditerranéenne que lorsque celle-ci est atteinte par l'incendie. Il est alors bien plus question des aspects spectaculaires et immédiats de l'incendie que de la forêt elle-même.

Pourtant, dans le même temps, élus locaux, représentants des diverses administrations de tutelle et des associations de défense de l'environnement, journalistes, s'accordent pour voir en l'éducation du public une des conditions de sauvegarde du patrimoine forestier.

Education passant – entre autres moyens – par l'information et la lecture "du" journal, du quotidien régional... Ce sont, très schématiquement, ces constats, les attentes et les insatisfactions qu'ils reflètent, qui ont inspiré l'idée d'analyser la façon dont les quotidiens du midi rendent compte des feux de forêt.

L'étude était envisagée dès avant l'été 1979. L'actualité de cette saison-là, particulièrement rouge, devait fournir du matériel en surabondance.

Elle s'est faite grâce au dépouillement de plusieurs quotidiens, suivi d'une analyse quantitative et qualitative du contenu (Voir l'évolution de la démarche dans l'encadré page suivante).

Dans l'exposé ci-dessous, on cherchera surtout à cerner ce que le lecteur peut apprendre sur les fonctions et le devenir de la forêt méditerranéenne, selon qu'il est surtout sensibilisé à l'aspect spectaculaire du fait divers de l'été ou qu'il continue à s'intéresser à la question quand vient l'époque des bilans et des débats sur les solutions.

Dans un premier temps, on s'intéressera surtout au discours immédiat des pages les plus lues, aux images-choc des "unes", aux photos. Puis on exposera la démarche originale de chaque quotidien en toutes saisons à partir des articles sélectionnés comme caractéristiques de la spécificité du journal et des phénomènes dont il rend compte (y compris des articles dont le rapport avec l'incendie est plus ou moins lointain).

Selon les journaux, la première partie - et la seconde se recourent plus ou moins. Cela dépend des articulations différentes, chronologiquement et dans l'espace du journal, entre compte rendu des feux et enquête sur les causes et les conséquences.

Principaux résultats de l'analyse

Place de la forêt dans le fait divers "incendie de forêt"

"Les premiers feux"

(une du Provençal du 2 juillet 79)

Ce titre, on le retrouve presque obligatoirement un jour de juin ou de juillet dans chacun des quo-

Evolution de la démarche

L'étude s'est faite en deux phases :

- Première phase : dépouillement des journaux marseillais (*Le Provençal*, *Le Méridional*, *La Marseillaise*) et analyse "tous azimuts" des articles, aussi bien ceux consacrés au déroulement et à l'organisation de la lutte, que ceux abordant des questions plus forestières, afin d'obtenir une première image de l'ensemble des thèmes et des thèses que l'on peut évoquer à partir du feu de forêt.

- Deuxième phase : dépouillement des autres quotidiens des autres régions concernées par l'incendie : *Nice-Matin* (analyse amorcée en première phase), *Le Soir* et *Var-Matin République* (autres journaux du groupe *Le Provençal*), *Midi Libre*, *L'Indépendant*.

Dans les deux phases, l'étude a comporté :

- une partie "quantitative" : appréciation des surfaces respectives occupées par chaque type d'article et de la fréquence des thèmes abordés,
- une partie "analyse de contenu".

En fonction des résultats de la première phase, l'analyse de contenu s'est progressivement recentrée sur les deux questions suivantes :

1. - Image "grand public" de la forêt diffusée par le journal à travers le récit des incendies : l'image urbaine de la forêt dégagée en première phase, principalement à la lecture du *Provençal* (forêt poumon vert de la ville, décor, collines des vacances...) ⁽¹⁾, se retrouve-t-elle dans d'autres quotidiens, couvrant des zones et des réalités différentes ? (et dans d'autres éditions du *Provençal* ?).

2. - Mécanisme de l'information sur la forêt dans chaque journal : Quelles sont les pistes explorées par chacun des quotidiens quand il s'agit de s'interroger sur les causes et les conséquences des incendies et les remèdes qu'on peut leur apporter ? Le journal assure-t-il un suivi de l'information sur la forêt en toutes saisons et à partir d'autres prétextes que l'incendie ?

L'objet de cette étude étant donc de s'interroger sur la place de la forêt méditerranéenne dans l'information quotidienne, la présence et la fréquence des articles centrés sur des thèmes « pompiers » (description de l'organisation de la lutte) a été simplement notée. L'analyse s'est axée sur les thèmes "forestiers" dans la mesure bien entendu où cette distinction peut être effectuée, ce qui n'est pas toujours le cas ⁽²⁾.

Que peut-on attendre d'une analyse de presse ? Des informations supplémentaires sur tel ou tel incendie ou sur les grands dossiers qui font problèmes aux forestiers, qu'il s'agisse par exemple de l'impact, du coût, de l'efficacité des aménagements de D.F.C.I., ou bien encore de la valorisation de la biomasse forestière ? Mais, la première phase a permis de le constater (pour les journaux marseillais), les articles sur ces thèmes reproduisent ou résument le plus souvent, pour autant qu'on puisse en juger, des thèses et documents officiels que l'on peut obtenir et analyser plus directement.

En revanche, l'importance et la place de ce type d'information relativement à la description des incendies eux-mêmes sont révélatrices de l'idée que l'on se fait dans chacune des rédactions des fonctions de la forêt méditerranéenne autant que des réseaux d'information existants.

Pour toutes ces raisons, sans négliger la fonction proprement informationnelle du discours journalistique, il ne s'agit pas ici de faire ni un super article sur l'été 1979, ni un simple condensé de la presse, mais de refléter les divers discours possibles sur les causes et les conséquences du feu et les représentations des relations société-forêt qui leur sont sous-jacents, sans trop chercher à s'interroger sur leur niveau d'opérationnalité ou de réalisme.

De l'analyse de presse, on peut également attendre une meilleure compréhension des contraintes matérielles autant qu'institutionnelles de fabrication de l'information quotidienne préalable à toute amélioration de la circulation de l'information. Dans ce but, les grilles d'analyse des articles incluent une évaluation des sources les plus fréquentes, pour autant qu'elles se laissent deviner, ainsi que le niveau d'élaboration de l'information (aspects contradictoires, multiplicité des sources et des sujets dans un même article, longueur de l'article...).

L'étude a été complétée par quelques entretiens (plus ou moins formels) avec des journalistes et des forestiers.

Périodes et zones étudiées

Pour des raisons pratiques, le choix a été fait de continuer, en deuxième phase, de travailler sur la même période et le même cycle événementiel qu'en première phase : les incendies de l'été 1979, retombées socio-politiques de l'automne incluses (cycle d'information qui se clôt d'ailleurs plus ou moins rapidement selon les journaux).

Le caractère "exceptionnel" de cet été rouge se traduit par une grande quantité d'articles de toutes natures (de l'ordre de 1000 titres lus pour l'ensemble des journaux) qui permettent de cerner assez précisément, au-delà de variations d'un article à l'autre, le système de représentation dominant dans chaque journal.

Mais il y a aussi des inconvénients, ne serait-ce que parce que l'information s'est polarisée essentiellement sur les Bouches-du-Rhône et le Var, zones où les incendies ont été les plus violents.

Le matériau d'analyse est donc beaucoup moins abondant - et de nature différente - dans les journaux du Languedoc-Roussillon. Il comporte notamment moins d'informations, de commentaires, de réactions de personnalités concernant des situations proprement locales. L'information, à base essentiellement de dépêches AFP, s'est focalisée sur ce qui se passait de l'autre côté du Rhône.

Et c'est un premier résultat intéressant à noter, d'autant plus qu'il ne semble pas, même si ce point reste à approfondir, que les journaux du Sud-Est aient consacré autant de place par exemple aux importants incendies qu'ont connus les Pyrénées-Orientales en 1976 et 1978.

Pour mieux saisir ce qui est en jeu dans l'information locale concernant les feux de forêt dans une région particulièrement contrastée par rapport à la Provence et à la Côte d'Azur, il a paru intéressant de compléter l'étude en prenant en compte l'année 1978 dans *L'Indépendant*.

(1) Cf. la partie consacrée au "discours urbain" du *Provençal* ci-dessous. Le plus lu des trois journaux marseillais, principal inspirateur semble-t-il des constats qui sont à l'origine de cette étude, peut y apparaître parfois comme un point fixe de comparaison. En fait, il ne faut pas chercher ici une étude comparée entre journaux, ni aucun point de vue critique (en référence, quel modèle idéal et abstrait d'information ?). Même si elle ne peut faire abstraction du support, l'étude n'a d'autre ambition que de refléter les différents discours possibles concernant un même phénomène : le feu de forêt et ce qu'il révèle de la place des espaces atteints ou menacés dans la vie régionale.

(2) Notamment en ce qui concerne la D.F.C.I. (Défense des forêts contre l'Incendie).

tiens du Midi. Ouverture d'une rubrique rituelle, attendue, redoutée, parfois introduite par quelques articles faisant le point sur l'état des forces, plus rarement, très rarement, par des conseils pratiques en matière de prévention.

Qu'il s'agisse du fait divers proprement dit, ou d'informations plus générales, la rubrique "feux" (élision significative, inutile de préciser ce qui brûle) est toujours en haut de page, en bonne place. Rubrique régulière qui, durant l'été 1979, passera très vite, sous la pression de l'actualité, du registre du fait divers à celui de l'information socio-politique.

Car l'événement, ce n'est pas le feu, tel ou tel incendie plus ou moins impressionnant et photographique, mais la multiplication des foyers et leur dérive catastrophique. Journaux et public découvrent alors (ou se ressouvient) que le feu peut échapper au contrôle de ceux qui sont chargés de le circonscrire.

"Les hommes sont épuisés, les moyens matériels s'essouffent... pourra-t-on tenir encore longtemps à ce rythme ?".

Il faudrait des pages pour citer en détail ce qui sera un des leitmotifs de l'été : démarche des élus pour demander des renforts, communiqués des autorités à propos de ces renforts, critique de leur insuffisance... "Mais que font les canadiens ?".

Tout au long de l'été, les journaux insisteront, chacun dans leur registre spécifique, sur le manque d'hommes et de matériel, et les problèmes de commandement, et feront état de critiques concernant la tactique de lutte ou la non consultation des élus locaux...

Après lecture et relecture des articles, il finit par sembler vain d'y rechercher une image précise de la forêt méditerranéenne, tant les informations qui la concernent semblent - pour certains des quotidiens plus que pour d'autres il est vrai - noyées dans le récit des grandes manœuvres des soldats du feu, puis dans les reportages sur les "pompiers volants" ou les polémiques concernant les pyromanes ou l'accroissement de la flotte de canadiens.

Pourtant, quantitativement (quand le feu fait rage, mais aussi dans les périodes qui suivent), c'est bien sans aucun conteste le compte rendu du feu et de ses conséquences qui est le support privilégié à tout message concernant la forêt méditerranéenne et/ou les autres espaces combustibles. Le paradoxe (?) c'est que la forêt y apparaît alors le plus souvent comme un simple fond de décor indifférencié.

Le récit du fait divers "feu de forêt", sa structure, son plan type, varient très peu d'un article à l'autre, tant qu'il s'agit d'un feu courant⁽³⁾. Il est également très proche d'un journal à l'autre bien qu'articulé différemment avec des données plus générales.

Texte bref et lapidaire style dépêche AFP ou bien variation indignée ou fataliste ("ça recommence tous les ans"), l'essentiel de l'information mesurée à la surface relative et à la fréquence, consiste en la combinaison de quelques stéréotypes concernant :

- le détail des forces engagées (hommes et matériel), la description de la lutte ;
- l'évolution du feu au moment du bouclage ;
- les "biens et les personnes" menacés ou atteints (notons au passage que le qualificatif "bien" ne semble s'appliquer que très rarement à la végétation).

Ce sont en particulier les thèmes les plus fréquents des photos qui occupent généralement autant de place sinon plus que le texte : canadiens et pompiers en actions, villa léchée par les flammes ou détruite au premier plan, et, à l'arrière-plan, des arbres noyés dans la fumée ou calcinés.

Dans le récit type de l'incendie moyen, le lignage consacré à la description de la végétation menacée ou sinistrée est en général très faible. Quelques phrases commentent parfois le fait que de jeunes reboisements aient été atteints, ou bien encore qu'une "pinède centenaire" ait disparu dans les flammes. Le bilan du ou des incendies se mesure alors surtout à la surface parcourue. S'agit-il de forêt proprement dite ou bien de garrigue, de maquis, de friches ? Dans quelle proportion ? C'est rarement précisé, peut-être parce que c'est difficile à évaluer au moment même ou doit tomber l'information ou parce que c'est le reflet de la source principale sur le terrain : le PC des pompiers.

Peut-être aussi parce qu'aux yeux du lecteur-spectateur non directement concerné par l'incendie, la formule consacrée des bilans : "X hectares ravagés" et ses variantes lyriques "des milliers d'hectares à jamais réduits en cendre" dans ce "désert lunaire qui ne sera plus jamais un paysage provençal..." valent autant par leur dimension émotionnelle que par l'information elle-même.

Cette imprécision dans la désignation des dégâts causés à la végétation (on parle plus volontiers du gibier calciné ou du "cigaloun qui a chanté jusqu'à la dernière seconde"), c'est un premier indice de la valeur et de la fonction attribuée à la forêt et aux espaces naturels méditerranéens : ce n'est pas la forêt *stricto sensu* qui brûle, ni toute forme de végétation cultivée, exploitée, ayant une valeur (Cf. la formule consacrée : les pompiers se sont attachés avant tout à préserver les "biens et les personnes") mais un espace à la fois plus vaste et plus indéterminé, le pays, la région, la terre ou la montagne⁽⁴⁾ ou bien tout simplement, fatalement le feu lui-même en "cet été qui n'en finit pas de brûler" (une du *Midi Libre* du 13 août 79).

Lorsque l'incendie prend une tournure catastrophique, le schéma ci-dessus est bouleversé. Les journaux lui consacrent plusieurs pleines pages modifiant la mise en page habituelle. A travers commentaires, encadrés "didactiques" et premières réactions des personnalités, apparaît une première image des fonctions de la forêt qui sera examinée plus loin avec l'ensemble des articles généraux, car on ne peut difficilement pas la dissocier du fonctionnement de chacun des journaux en toutes saisons sur le thème "forêt".

(3) L'incendie moyen est en page locale ou bien à la "une" selon l'importance des autres actualités du jour, mais aussi semble-t-il en fonction de l'importance (valeur symbolique, fréquentation ?) attribuée au site par le journal et son public majoritaire. On peut par exemple expliquer ainsi qu'un des seuls incendies locaux qui ait fait la une du *Midi Libre* en 1979 soit celui qui a affecté le massif de la Clape entre Narbonne et Narbonne-Plage. Cf. également la "gigantesque ceinture de feu entre Saint-Antoine et Saint-Joseph" à la une du *Provençal* début juillet qui aurait permis un très bon chiffre de vente, ce jour-là, de l'édition marseillaise.

(4) Témoins ces titres à connotations variées : "La Provence en feu" (*Le Provençal*) "La montagne brûle" (*L'Indépendant*) "La Provence en a marre de brûler" (*Le Soir*) "Le terroir brûle, le Gouvernement se tait" (*La Marseillaise*)

Auparavant, il est intéressant d'examiner le ton et le contenu des premiers commentaires s'interrogeant sur les causes des feux, et les thèmes les plus fréquemment abordés lorsque l'incendie est à la une.

L'événement de l'été 1979

Une polémique marseillaise

Deux thèmes dominent dans les premières réactions et les premiers commentaires, dès les violents incendies connus par les Bouches-du-Rhône début juillet : débat sur les responsabilités des pouvoirs publics et dénonciation des pyromanes.

L'utilisation particulièrement symbolique et fréquente du thème "pyromanes" mérite que l'on s'y arrête.

Inconscience de vacanciers, dépôts d'ordures mal contrôlés, ou plus rarement histoire de chasseurs, toutes sortes d'hypothèses peuvent être évoquées quant au départ du feu qui fait l'actualité du jour.

Mais c'est l'origine criminelle présentée comme hypothèse ou comme une certitude, qui fait le titre, et qui est la plus fréquemment mentionnée et commentée, voire érigée en système d'explication non plus de tel ou tel incendie, mais des feux de forêts.

Tous les journaux font état de témoignages ou d'interrogations concernant les pyromanes, mais c'est surtout entre les journaux marseillais que la polémique s'installe.

Les interrogations sur les origines criminelles des incendies et *a fortiori* des informations, comme par exemple celles signalant que des engins incendiaires ont été trouvés dans les Maures, ou encore que des pyromanes ont été interpellés, ont également leur place dans *Nice-Matin* ou dans les journaux du Languedoc-Roussillon. Mais elles restent dans l'ensemble beaucoup plus au niveau de la stricte information et ne font pas l'objet de commentaires journalistiques et d'éditoriaux.

Il en est de même en ce qui concerne le thème « responsabilité des pouvoirs publics » pratiquement absent des commentaires dans les journaux du Languedoc-Roussillon. C'est seulement après l'incendie des Maures que *Nice-Matin* dans son édition varoise fera abondamment état des polémiques et des réactions - violentes - des diverses personnalités concernées, mais l'aspect purement pyromaniaque devient alors accessoire.

"Il y a un pyromane !" titre *Le Soir* du 12 juillet sur toute la largeur de sa une, s'appuyant sur des déclarations faites par le Préfet de police après une visite sur le terrain, dans la zone de Peynier-Fuveau-Belcodène où les foyers s'étaient multipliés. La dénonciation ira s'amplifiant tout au long de l'été.

"Crime du feu, ça suffit !" s'exclamera la une du *Soir*, le 28 juillet après les feux de l'Etoile et du Garlaban, "il faut en finir avec les pyromanes".

La Marseillaise du lendemain par un billet en

première page reprend la formule dans son titre "Les crimes du feu" "... pour un incendie, ou deux ou trois, criminellement provoqués, la colère fera oublier tout le reste qui est l'essentiel...". Condition météo, mais surtout - et ce sera le leitmotiv de *La Marseillaise* d'ailleurs rejointe par *Le Provençal* - moyens de lutte et de prévention insuffisants. "il y a des imprévoyances, des faiblesses, des incuries qui sont plus criminelles encore que le geste d'un pyromane".

Le Méridional, lui, ironise à propos de cette même une du *Soir* sur ceux qui appellent à "en finir avec les incendiaires" et qui oublient ainsi un soir d'incendie "les vieilles convictions et coquetteries libertaires".

C'est ce journal qui détient sans conteste le record des commentaires sur le thème avec de nombreux éditoriaux appelant à la répression contre "ceux qui ont décidé d'assassiner notre forêt pour se venger d'une société qui ne convient pas à leur cerveau bourré par des doctrines mal assimilées" (éditorial du 20 août).

L'actualité du moment, support d'une critique du pouvoir (d'alors) par les journaux d'opposition, est également passée par *Le Méridional* au crible de sa propre vérité sur tout phénomène de société "N'ont-ils pas ("ces doctes sociologues") inventé le mot pyromane qui porte déjà en lui l'absolution ?" s'interroge l'éditorialiste du journal.

Nous sommes en apparence encore très loin d'une information sur la forêt. Mais ce dialogue inter-journaux marseillais permet de broser le décor dans lequel se développera le discours "grand public" significatif des relations public-forêt (pour autant que le journal reflète les attentes de son public...).

Des pyromanes immobiliers ?

"Depuis la Barre-Saint-Esprit, là où Pagnol a mis en scène ses personnages, là où couraient les chèvres de Manon, là où les bons fusils "tombaient" entre les bartavelles, un officier des marins-pompiers contemplait un massif du Garlaban dévasté, ... tu vas voir qu'on va se hâter de bétonner ce vide insupportable se disait-il à lui-même" (*Le Provençal* du 29 juillet).

Dans les commentaires et les "chapeaux" des articles faisant le point sur les incendies du jour, les trois journaux marseillais évoquent bien entendu avec une grande fréquence l'hypothèse d'actes liés à la spéculation immobilière. Ils feront par la suite état des réactions des promoteurs ("seule la beauté se vend bien") et des mises au point des pouvoirs publics concernant le maintien de la non constructibilité des zones atteintes par le feu. Mais sur l'ensemble des discours concernant les motivations des pyromanes ou des incendiaires - car "il ne faut pas confondre", titre *Le Méridional* - et sur le poids relatif de cette cause par rapport à d'autres plus accidentelles ou structurelles, puis sur les responsabilités de l'Etat et des pouvoirs publics, *Le Méridional* d'un côté, *La Marseillaise* et *Le Provençal* de l'autre, s'opposent souvent termes à termes. *Le Méridional* en reste le plus souvent à l'aspect criminel du fait divers,

Le Provençal et *La Marseillaise* poursuivent le commentaire sur des thèmes exploités avec une égale fréquence :

- thème de la solidarité nationale, qui doit jouer pour sauvegarder ce patrimoine national qui, bien qu'improductif, est une richesse nationale (tourisme, loisir, château d'eau, usine à oxygène, parallèle avec la campagne anti-gaspi ou l'Amoco-Cadiz) ;

- thème de la responsabilité des pouvoirs publics et de l'Etat où se mêlent revendication de maîtrise locale des moyens de prévention et de lutte et nécessité d'un financement national.

Malgré quelques manchettes à connotation criminelle du *Soir*, ce journal et *Le Provençal* rejoignent *La Marseillaise* dans l'articulation du thème "pyromanes" avec celui de la mise en cause permanente des pouvoirs publics "qui se retranchent derrière une certaine fatalité et les pyromanes" (*Le Provençal* du 10 juillet) pour expliquer l'ampleur et la multiplication des feux, alors qu'il ne faut pas perdre de vue "l'écrasante responsabilité du Pouvoir, lequel prive les Communes et les Départements des moyens de prévention et de lutte..." (*La Marseillaise* du 10 juillet).

Inconscience du public ou nature délaissée ?

Toutes les causes possibles et leurs facteurs aggravants font l'objet d'une allusion un jour ou l'autre. Par exemple, à la suite d'une conférence de presse du Préfet de police, *Le Provençal* appellera aux lecteurs des informations générales que les mises à feu volontaires, quand elles sont prouvées, sont avant tout "un crime essentiellement rural" (20 août). Mais l'article titre sur "sécheresse, mistral... et pyromanes". L'ensemble de ces commentaires du *Provençal* tout au long de l'été tend plutôt à attribuer la responsabilité des incendies sinon à des actes criminels, du moins à "l'inconscience du public". En l'absence de toute mention d'une population rurale concernée par les incendies qui affectent les "collines de vacances" et "les poumons verts de la ville" (titre du *Provençal*), on est tenté d'ajouter au terme "public" le qualificatif "d'urbain".

Premier indice d'une "urbanisation" des discours sur la forêt méditerranéenne consacrant ses fonctions "accueil et loisirs", le thème de l'inconscience du public se retrouve dans les trois quotidiens marseillais.

Ce thème inspire un des rares commentaires généraux, proposé par *Midi Libre* qualifiant la forêt de "désert vert", "sauf bien entendu pendant l'été où elle est envahie par les vacanciers qui font parfois figure de dangereux pyromanes... involontaires", l'article évoquant l'époque où la forêt était nettoyée par ses occupants permanents conclut : "s'il est assez difficile d'envisager de réinstaller les habitants en zone forestière, il apparaît de plus en plus que la sauvegarde de la forêt passe par une véritable campagne d'information sur le respect dû à la nature. Il faut apprendre aux gens à "se tenir à la campagne", comme on pouvait leur apprendre à se tenir en société".

Du premier commentaire à l'article de fond

Article de *La Marseillaise* du 10 juillet : "... on a fait de grandes campagnes mettant en garde les touristes, les campeurs essentiellement dont viendrait tout le mal. Les forestiers ont une opinion plus nuancée. Sans doute, disent-ils, on ne peut écarter l'influence du développement du tourisme, le fait que les gens se déplacent plus facilement, sont plus nombreux à se rendre en forêt. L'éducation du public a eu d'ailleurs un effet bénéfique. C'est un des facteurs, avec la pluviosité plus importante, qui ont amené une réduction des feux ces dernières années. Mais il est trop facile de culpabiliser le public, de lui laisser croire qu'il est l'unique responsable. C'est à un autre niveau qu'il faut chercher les causes de la dégradation des forêts méditerranéennes. Car ce sont celles-ci qui sont particulièrement touchées".

La citation ci-dessus, c'est l'introduction du premier article de fond de la saison dans *La Marseillaise*. Lorsqu'il s'agit de passer du premier discours dénonciateur au débat sur les causes structurelles des feux, *La Marseillaise* rejoint en effet *L'Indépendant* et *Nice-Matin* (pages varoises).

Cet autre clivage entre les journaux est bien plus riche en enseignements concernant les représentations des fonctions et des vocations de la forêt. Très schématiquement, au "discours urbain" qui semble prédominer dans des journaux comme *Le Méridional*, *Le Provençal* ou *Midi Libre*, on peut opposer alors un discours que l'on qualifiera pour simplifier de "revitalisateur".

Discours étayé par exemple par des titres soulignant le fait que "seules ont échappé aux flammes les surfaces cultivées soigneusement débroussaillées" (*Nice-Matin*) ou encore que "le feu est venu mourir en lisière des vignes" (*L'Indépendant*) et qu'éclairent *a posteriori* les analyses publiées par *L'Indépendant* lorsque, à l'automne, il s'interroge sur les "causes et remèdes" des incendies de l'été.

"Il est reconnu par les responsables des secours que la quasi-totalité des sinistres sont dus à l'imprudence..., la négligence..., ou la malveillance"... "D'autres coupables sont désignés : les chasseurs... on voit mal d'ailleurs l'intérêt qu'ils auraient à s'attaquer à un gibier difficilement préservé... Les touristes imprudents ? C'est précisément après les grands départs que les feux se sont déclenchés. Les bergers ? Il n'en reste plus assez dans les Pyrénées-Orientales pour mettre le feu à cinq endroits différents. D'ailleurs, constate un vieux berger des Aspres, quand nous mettions le feu pour nettoyer les pâturages, il n'y avait pas d'incendie pour autant".

Pour *L'Indépendant*, les "causes profondes" (formulation fréquente) sont ailleurs : des commentaires fréquents expliquent l'extension des sinistres par le fait que "les piémonts, la basse montagne, sont abandonnés à leur sort".

Cette opposition, ou plutôt ce clivage, s'élargit lorsque l'actualité se déplace de la sphère du fait divers à celle de l'information socio-politique

locale. Il se retrouve, ainsi que le note *Nice-Matin*, cherchant en septembre à réconcilier des hommes qui se sont violemment affrontés, sinon à concilier les points de vue entre partisans d'une conception externe, chirurgicale de la prévention des incendies s'accompagnant d'un accroissement des moyens de lutte, et partisans d'une "médecine douce" : la sauvegarde des espaces forestiers en liaison avec la revitalisation des zones fragilisées par l'exode rural ⁽⁵⁾.

Spécificité de chaque quotidien.

Entre ces deux "vérités" chaque quotidien tend à prendre parti plus ou moins explicitement au moyen de procédés réactionnels divers. A ces différentes représentations du feu et de la forêt correspondent des fréquences différentes d'articles généraux (réactions de personnalités, enquêtes, dossiers consacrés aux thèmes "pompiers" relativement à ceux consacrés aux thèmes "forestiers" ainsi qu'à des proportions variées de la surface occupée par ces articles généraux relativement au fait divers

– Dans *Midi Libre*, les incendies locaux sont relatés de façon généralement très brève dans la rubrique "faits et méfaits" ou même "allo police". Les articles généraux sont très peu fréquents et s'intéressent presque uniquement aux thèmes "pompiers". Vu de Montpellier, la forêt et la garrigue n'apparaissent pas comme des sujets d'articles et d'enquêtes. Les priorités du journal sont ailleurs : viticulture, tourisme littoral... notamment pour la page "midi région", page d'information régionale commune à toutes les éditions. Il semble que l'on ait le sentiment que la question des incendies est, sinon résolue, du moins circonscrite dans un département comme celui de l'Hérault qui a "relevé le défi du feu" en se dotant de moyens de prévention, de prévision et d'intervention particulièrement complets.

– *Le Méridional* consacre aux feux de forêts une place et un nombre d'articles moins importants que les autres quotidiens marseillais et axe ses articles généraux sur une description des moyens de lutte. Peu d'articles élargissent le débat de la question des feux *stricto sensu* à celle de la forêt.

– Dans les autres journaux, la matière des articles généraux est beaucoup plus abondante durant les incendies puis à l'automne. C'est donc à ceux-ci que s'intéresse la suite de ce rapport, à partir des journaux et situations qui ont paru les plus significatives : Bouches-du-Rhône, Var et Pyrénées-Orientales.

Devenir des espaces forestiers selon les journaux et les régions

Bouches-du-Rhône : sommes-nous condamnés au désert ?

Le Provençal - Le Soir : discours "urbain" dominant

Vives réactions et démarches des élus, critiques concernant la lenteur de mise en place des

moyens de lutte et l'imprévoyance des pouvoirs publics, ces thèmes dominant, on l'a vu, dans les premiers commentaires que *Le Provençal* consacre aux incendies.

Ce type d'informations dont le message principal porte autant sur l'aspect institutionnel, "J.O. régional", de l'événement et sur le classique conflit entre pouvoir local et pouvoir central que sur la forêt elle-même, continue à dominer largement fin 1979 et début 1980 lorsque les diverses instances politiques et administratives engagent le débat sur les moyens de lutte et de prévention (rapports des commissions d'enquête, réunions de l'Union des Maires ou du Conseil régional, intervention des socialistes au Parlement Européen...). Les articles sur des questions plus proprement forestières et publiés indépendamment des séries informationnelles provoquées par l'incendie, sont très rares, tout au moins dans les éditions retenues pour l'analyse : si l'incendie, retombées socio-politiques comprises, est considéré comme susceptible de retenir l'attention des lecteurs en forte majorité marseillais, il n'en est pas de même en ce qui concerne les activités économiques liées à la forêt ⁽⁷⁾.

Un exemple : la dépêche AFP reprise dans ses pages d'informations générales par *Le Provençal* comme par *L'Indépendant* ou "Nice-Matin" en décembre 1979, et concernant les "chênes-lièges mis en hibernation pour les forêts du Var" serait-elle passée s'il n'y avait pas eu auparavant un été rouge ?...

Le Soir que l'on peut en pratique considérer comme une édition locale marseillaise du *Provençal*, propose à ses lecteurs le même type d'articles généraux et ouvre ses colonnes aux mêmes acteurs. Les commentaires et articles généraux y sont, proportionnellement au récit des incendies, relativement plus développés que dans *Le Provençal*. La lecture du *Soir* est ainsi précieuse pour saisir la perception que l'on a, vu d'une grande métropole, de la forêt, de ses fonctions, et de son devenir.

"Mais une fois ce bilan tiré, une terrible question se pose : sommes-nous condamnés au désert ? La Provence... est-elle vouée à voir inéluctablement son patrimoine naturel "foutre le camp" au gré du vent, de la sécheresse, des vacanciers, des promoteurs, des pyromanes ? Verra-t-on dans quelques années un vieil écologiste... désigner au milieu d'un musée... : cet arbre s'appelait un pin ?" Bref, l'expression de Giono, "la terre perd son sol comme une chienne perd ses poils" deviendra-t-elle la triste réalité de demain ? On peut légitimement se poser la question... Existe-t-il encore quelque part à Marseille, à Aubagne ou à Cassis, quelque vieux Provençal pour se souvenir du Massif de la Gineste et de Carpiagne encore recouvert de pins ?

C'est ainsi : voici une centaine d'années, la Provence était boisée. Entièrement boisée. Il suffit de relire les romans de Pagnol pour se rendre compte que le paysage dans lequel vivaient nos ancêtres n'a plus qu'un lointain rapport avec celui dans lequel nous évoluons".

(5) Métaphore médicale significative : le terme prévention peut recouvrir une simple prévision, limitation des dégâts ou bien concerner les causes profondes. Ainsi, les partisans d'une médecine douce ont tendance à voir dans les campagnes de prévention du cancer un simple dépistage qu'ils opposent à une prévention qui serait basée sur une modification des modes de vie, le respect de l'environnement, une autre conception des relations homme/nature.
(6) Sauf à classer sous la rubrique forestière les informations concernant la politique d'espaces verts de la ville de Marseille, relativement fréquents dans *Le Soir* et dans les pages "Marseille" du *Provençal*.

(7) Reflet d'un poids économique différent, elles sont, semble-t-il, plus présentes dans les éditions des Alpes-de-Haute-Provence. Mais cela n'affecte pas le ton des pages d'informations générales communes à toutes les éditions.

Cette longue citation extraite du bilan tiré de la première vague d'incendies dans les Bouches-du-Rhône par *Le Soir* du 13 juillet illustre et condense assez bien l'ensemble des interrogations et des représentations concernant les forêts périurbaines. Il s'y combine plusieurs séries de thèmes et d'arguments :

– le feu est perçu comme une catastrophe écologique provoquant ravinement, perturbation du régime des eaux, etc... argumentation fondée autant qu'on peut en juger sur la documentation fournie par divers comités de défense et de sauvegarde de l'environnement.

– la forêt est décrite en fonction d'une référence littéraire et nostalgique au passé, à une époque où l'on pouvait aller à Marseille, à Menton, à l'ombre⁽⁸⁾.

Vu de Marseille en référence aux collines dénudées qui entourent la ville et à d'autres sites de week-end marseillais (les Calanques, la Côte Bleue, les routes d'accès à la Sainte-Baume...) le "désert" menace :

"Ce désert lunaire ne sera plus jamais un paysage provençal"... "sur le plan écologique, les dégâts sont irréparables sur les barres rocheuses où depuis trente ou cinquante ans avaient poussé des arbres qui font le charme de la Provence... les pluies vont raviner une terre qui n'aura plus de points d'accroche... rien ne pourra plus pousser dans ces paysages escarpés..." (Comité "50 canadaïrs" à propos des incendies du Massif de la Sainte-Baume).

Toujours ce même commentaire : il faut trente ans pour faire une forêt, quelques minutes pour la détruire... si le feu ne repasse pas avant... Trente ans pour le forestier, c'est peu, pour les usagers, c'est un trouble de jouissance irréparable "On travaille toute sa vie pour se payer une petite maison au milieu des pinèdes et maintenant, on est au milieu du désert..." (un retraité des environs de Gardanne cité par *La Marseillaise* du 9 juillet 1979).

En fait, au-delà de leur aspect spectaculaire qui suffit déjà pour expliquer l'importante place qu'ils occupent dans un journal à large diffusion (?), les incendies et l'émotion qu'ils suscitent cristallisent un sentiment plus diffus de dégradation de l'environnement, de rétrécissement de l'espace vital des citadins. La sensibilité "écologique" qui sous-tend nombre de commentaires ne va pas, semble-t-il, sans quelques ambiguïtés et malentendus, ne serait-ce que parce que le même discours, fonctionnant non plus sur le mode de l'allusion rapide que sur celui de l'analyse⁽⁹⁾ amalgame des espaces périurbains déjà largement mités et les massifs forestiers. Les arguments concernant la sauvegarde des seconds peuvent ainsi aussi bien servir à l'extension des premiers.

"Catastrophe écologique", "désert", ces diagnostics appliqués à des phénomènes cycliques et à l'ensemble de l'espace forestier du midi de la France, l'écologue, le forestier ou tout autre spécialiste raisonnant globalement et théoriquement, aura tendance à les discuter, à en regretter l'aspect réducteur, voire faux.

Mais leur utilisation journalistique se veut surtout mobilisatrice, dans un discours dont la fonction émotionnelle prime sur des fonctions plus précisément informatives ou didactiques. Il s'agit avant tout de répondre au "ras le bol" des lecteurs qui, selon *Le Soir* téléphonent en nombre au journal et de "mobiliser les énergies" contre cet "attentat contre la nature" et d'appuyer les campagnes d'opinion (lettre au Président de la République, campagne du comité "50 canadaïrs"...).

L'image "urbaine" des premiers titres sur les causes des feux se précise et est reprise dans l'ensemble des articles plus généraux. Espace à la fois à consommer et à protéger, décor décrit comme immuable et en dehors des fonctions productives, la forêt, c'est le "poumon vert de la ville" (*Le Provençal* du 29 juillet). Les références à un art de vivre et à une civilisation provençale où la forêt, les collines, étaient intégrées à l'espace de la vie quotidienne, sont fréquentes. Mais l'existence d'une vie rurale et/ou agricole actuelle et les relations plus ou moins conflictuelles qu'agriculteurs et autres habitants des villages peuvent entretenir aujourd'hui avec la forêt ne sont qu'incidemment évoquées.

Articles de fond et dossiers dans *Le Provençal*

Le Soir débute le 30 juillet une rubrique quotidienne sur le thème "Sauvons la Provence" faisant un appel aux lecteurs pour qu'ils fassent des propositions sur le thème "priorité à la prévention".

Ces articles permettent de se faire une opinion sur l'ensemble des problèmes que se posent ceux qui ont la charge de gérer l'espace forestier ou de le défendre contre l'incendie. Mais les lecteurs anonymes s'y expriment très peu. La grande majorité des points de vue publiés dans cette rubrique émanent d'interlocuteurs plus officiels ou habituels du *Soir* et du *Provençal* (interviewes du Directeur départemental de l'agriculture, du Chef du Centre de l'Office national des forêts, de la Présidente de l'Union régionale vie et nature, lettres et motions des Maires).

Enfin, trois dossiers publiés par *Le Provençal* permettent au lecteur attentif de noter la progression dans la recherche d'éclairages nouveaux (sous la pression de la force et de la longueur de l'événement ?) ainsi que de nuancer les affirmations et les certitudes des commentaires lapidaires accompagnant le compte rendu des incendies :

– Le premier article en plusieurs volets est publié les 30 et 31 juillet et 1^{er} août sous le titre "Provence terre brûlée". L'enquête fait un tour d'horizon des moyens de lutte, s'interroge sur leur efficacité et leurs lacunes et conclut sur la prévention "notoirement insuffisante" en raison de la non rentabilité de la forêt provençale. Il s'agit ici d'une prévention *stricto sensu*, vigie, chemins pare-feu et citernes⁽¹⁰⁾.

– Les 17, 18, 19 octobre, dossier "Reboisement" : "Après les feux catastrophiques

(8) D'après Giono, cité par *Le Soir* dans l'un des articles de fond consacré à la forêt provençale... et rédigé par un grand journaliste parisien.

(9) Notamment dans tout ce qui concerne les aspects fonciers (structure de propriétés, P.O.S., ...)

(10) A partir d'un titre à même connotation régionale "La Provence assassinée par le feu", *La Marseillaise* associera le thème de "l'indispensable prévention" réclamée par l'un et l'autre des articles" à celui de l'exode rural et de la spéculation foncière.

de l'été, comment revitaliser la forêt provençale ?” Le chapeau de présentation insiste sur la “grande confiance dans le pouvoir régénérateur de la nature” qu’ont les forestiers sur les propos desquels sont bâtis les trois volets de l’article ⁽¹¹⁾. Le dossier expose notamment leur point de vue de forestiers dans la polémique “résineux ou feuillus ?” et leurs interrogations en matière de reboisement. “Reboiser avec quoi et pourquoi ?” s’interroge un sous-titre : il s’agit de constituer au sud de la région une forêt qui ne brûle pas, mais la solution n’a pas été trouvée “sauf peut-être cette idée que le reboisement n’est qu’un aspect de la reconstitution et de la protection des espaces forestiers. Il reste à entretenir... Malheureusement, l’entretien n’est pas considéré à la manière du reboisement comme un investissement car la forêt provençale n’est pas rentable...”

– Débroussaillage et non rentabilité, ces thèmes abordés de façon plus ou moins allusive dans les reportages de l’été et dans les deux dossiers ci-dessus aboutissent dans les premiers jours de janvier 80 à une nouvelle série surtitrée “La forêt provençale doit vivre” qui passe en revue les différentes possibilités de remise en valeur de la forêt provençale et un bon exemple de la capacité de certains promoteurs d’une solution à diffuser leur conception à travers les médias “Seule une véritable gestion de l’espace forestier permettra de le préserver, voire de le développer... l’espace forestier provençal mis en valeur peut être économiquement viable” ⁽¹²⁾ affirme ce dossier, abordant des questions plus familières aux lecteurs de *Nice-Matin* qu’à ceux du *Provençal*. Chêne-liège, élevage en forêt, mais surtout la valorisation de la biomasse forestière par compostage des produits de débroussaillage : l’essentiel du dossier est consacré aux activités de la Société Provence Humus et aux points de vue de ses promoteurs ⁽¹³⁾.

La Marseillaise : introduction au discours “forestier”

C’est dans *La Marseillaise* que la place accordée aux analyses globales, aux articles de fond et aux commentaires, relativement à celle donnée au récit des incendies, est la plus importante.

Leitmotif du journal il n’y a pas de fatalité, le feu c’est “un désastre qui pouvait être évité”. *La Marseillaise* dénonce à chaque incendie “la terrible responsabilité du pouvoir”. Constats et dénonciations parallèles, bien que sur un ton plus offensif, à ceux du *Provençal*. Mais à travers le discours des élus communistes des localités atteintes comme à travers les enquêtes et les dossiers, la forêt méditerranéenne est située dans un contexte différent.

Seule *La Marseillaise* analyse fréquemment et longuement la politique forestière de l’Etat. C’est le sujet le plus fréquent de ses articles de fond. La source principale semble en être le Syndicat C.G.T. de l’Office national des forêts dont les prises de position à propos des incendies sont également un sujet d’information fréquent.

Dès le 10 juillet 1979, un premier papier est prêt, il introduit les thèmes qui seront développés tout au long de l’été. L’article relie incendie et autres facteurs de dégradation de la forêt méditerranéenne aux objectifs gouvernementaux en matière de sylviculture. Il déplore le “sabotage” de l’administration des Eaux et Forêts ainsi que la réduction des effectifs des agents de l’Office national des forêts dans les régions méditerranéennes considérées comme non rentables, et ce en fonction de l’objectif prioritaire assigné à la sylviculture “qui est, et doit demeurer, le bois d’œuvre”.

Bien que préconisant par ailleurs (à propos de la forêt landaise) le développement de la filière bois dans une perspective d’indépendance nationale, le journal critique la stratégie des “trusts de la pâte à papier” qui commencent à s’intéresser aux produits de la forêt méditerranéenne pour alimenter l’usine modernisée de Tarascon ⁽¹⁴⁾.

Conséquence : “... pression en amont de l’industrie (de la pâte à papier) s’est déjà traduite par une chute des prix du bois de 25 % sur le marché de Digne”. Ce même article aborde aussi la question du tourisme et les contradictions de la construction dans ce “jardin de l’Europe des milliardaires” que sont les régions méditerranéennes : “Dans l’Estérel, on a dépensé 10 milliards en quelques années pour lutter contre les incendies, pour défendre et recréer la forêt. Mais parallèlement on a saccagé 550 ha de bois pour l’implantation aux Adrets d’un village dont les maisons sont bâties au pied des arbres. Les banques hollandaises ne se plaignent pas, dit-on”.

L’article conclut sur l’éparpillement des autorités de tutelles concernant la forêt et rappelle dans un encadré que les sénateurs communistes proposent la création d’un “Office des forêts méditerranéennes”.

L’incendie est ainsi relié aux thèses et thèmes politiques du moment “produisons français” et pour cela il faut investir pour la forêt méditerranéenne comme cela a été fait pour celle des Landes ⁽¹⁵⁾, “vivre et travailler au pays”.

Notamment ce même article du 10 juillet souligne dans son introduction le fait que la forêt française dans son ensemble s’étend mais “il faut s’en attrister autant que s’en réjouir, l’extension de la forêt vient, pour une bonne part, de l’abandon des cultures et de la bonne désertification des campagnes”.

La dévitalisation de l’espace rural apparaît ainsi, bien que traité moins fréquemment que le thème “politique forestière”, comme la deuxième clé d’explication des véritables causes de l’incendie. La Corse et le Var sont alors beaucoup plus pris en compte dans les enquêtes publiées en informations générales que dans les autres quotidiens marseillais dont les pages communes à toutes les éditions sont plus centrées sur les Bouches-du-Rhône.

Entre autres exemples, l’enquête des 16 et 17 août sur la “Provence assassinée” associe, après et à propos de l’incendie des Maures, la notion de

(11) Sources : Directeurs Départemental de l’Agriculture, de l’Office national des forêts, du Service régional d’aménagement forestier, du Centre régional de la propriété forestière.

(12) Il est à noter qu’une interview du Ministre de l’Agriculture publiée peu après le 11 janvier informe les lecteurs du *Provençal* sur le contenu de la nouvelle (?) politique ministérielle de réanimation agricole et pastorale des zones forestières. Interview à mettre en relation avec celui fait début août : dont il est question plus loin (cf. § sur *Nice-Matin*).

(13) Cette série d’articles est publiée simultanément dans *Var Matin République*.

(14) *Le Méridional* est par ailleurs le seul journal à s’intéresser à l’usine de Tarascon dans un article style magazine du dimanche (l’incendie de forêt n’y est abordé qu’en deux lignes).

(15) Il est intéressant de noter que tous les journaux consacrent, pour illustrer la recherche de solutions en matière de D.F.C.I. et de prévention, un article à la forêt landaise.

prévention à la nécessité de faire renaître les Maures, qui “ne sont pas seulement des paysages de carte postale” car “l’incendie a reculé devant la présence paysanne” et *La Marseillaise* cite Rezvani “La Provence livrée à la spéculation ne pouvait que brûler”.

Var : aider les forestiers traditionnels

Ces Maurins qui autrefois entretenaient la forêt, victimes à la fois selon *La Marseillaise*, d’une politique d’exode rural et de la spéculation foncière, sont également sur un mode journalistique différent, les acteurs privilégiés des pages varoises de *Nice-Matin* ⁽¹⁶⁾.

Avec eux, on découvre une définition nouvelle du forestier. La fonction est en effet revendiquée, au nom des “gens du pays”, par les représentants des propriétaires forestiers et des agriculteurs ainsi que par certains élus locaux.

Pour eux, la prévention des incendies, c’est l’affaire des forestiers traditionnels :

“La forêt brûle et c’est une catastrophe pour toute la nation, il faut la sauver à tout prix et on ne pourra le faire qu’en aidant les forestiers traditionnels, qui savent de quoi ils parlent et qui connaissent depuis toujours la forêt, en leur donnant les moyens financiers pour agir. Moins de “canadaïrs” et plus d’hectares de forêt entretenue et débroussaillée...”.

C’est la prise de position signée par le Maire de La Garde-Freinet, Président de l’Association des communes forestières varoises, dans un encadré en contrepoint de l’interview du Ministre de l’Agriculture en visite dans la région le 9 août 1979.

Parce qu’elles sont de bonnes illustrations des différences d’approche de la prévention des incendies en fonction de la vocation attribuée aux espaces menacés, il est intéressant de comparer les deux interviewes du Ministre publiées par *Nice-Matin* et *Le Provençal* à l’occasion de ce “voyage d’un jour” dans les Bouches-du-Rhône et dans le Var.

La conjoncture est sensiblement différente dans les Bouches-du-Rhône, les incendies les plus importants ont eu lieu en juillet, dans le Var, ils éclateront le surlendemain. Mais les questions posées, l’éclairage donné par le titre ainsi que la publication dans les deux cas, à côté de l’interview, du point de vue d’un représentant local, reflètent aussi des choix différents dans la hiérarchie des préoccupations locales.

Le Provençal axe l’interview sur les leçons à tirer en matière de D.F.C.I. des “dramatiques feux de l’été” (titre de l’article), *Nice-Matin* titre sur les “préoccupations des agriculteurs varois” (viticulture, horticulture) et ne pose qu’une question (prémonitoire ?) concernant l’opportunité de la poursuite de la politique de réalisation de périmètres pilotes et les moyens de cette politique. Dans la même page, à l’instar du Maire de La Garde-Freinet dans *Nice-Matin*, c’est le Maire de Vauvenargues, président de l’union des Maires des Bouches-du-Rhône, qui apporte le point de vue local en matière de prévention dans *Le*

Provençal, avec une argumentation familière aux lecteurs du journal : débroussaillage, information du public, surveillance et répression, manque de moyens et de pouvoir au niveau départemental et communal. Et ce diagnostic : “Il faut bien admettre la réalité telle qu’elle est. La forêt et la campagne provençale sont devenues un but d’évasion et de repos indispensable aux citoyens...”.

Autre reflet d’un éclairage différent : on peut noter un certain contraste entre l’ambiance générale du journal, fait divers “feux de forêt” compris, tant qu’il ne s’agit pas du feu des 11-12 août, et le ton des articles consacrés aux retombées locales des feux après ce tragique “week-end rouge”. Ces articles diffusent une image différente du Var beaucoup plus centrée sur les “gens du pays”, ces “derniers exploitants agricoles” qui sont, selon un commentaire du journal, “les gardiens de l’espace rural”, ces “paysans des Maures (qui) savent mieux que quiconque pourquoi leur arbres sont encore là !”. En revanche, les autres pages du journal s’intéressent surtout au phénomène des vacances et aux fonctions touristiques du Var.

Parce qu’ils se font l’écho de ce qui s’est passé localement, essentiellement des polémiques violentes dont La Garde-Freinet a été l’épicentre, ces articles donnent une image vivante des espaces menacés par les incendies et de ses habitants.

L’événement de l’été, dans le Var, sur le terrain, c’est l’unanimité qui semble se faire pour contester “La faillite des ingénieurs”, la remise en cause des conceptions officielles en matière de lutte comme de prévention. La majorité des articles sur les suites des incendies des pages “Var Information” se veulent un reflet de ce conflit entre “technocrates” et “gens du pays” et cherchent à donner la parole à l’ensemble des protagonistes, insistant sur le fait “qu’il n’y a pas de remède miracle”.

Après quelques allusions, au cours des reportages sur les incendies, à l’inefficacité du périmètre pilote, associées à l’expression d’un sentiment d’impuissance en face d’une situation jugée exceptionnelle, et donc non maîtrisable, dans certains articles, introduisant un premier élément critique dans d’autres, un débat en plusieurs épisodes ouvre dans le journal, qui appelle à ce que “cessent les querelles de doctrines” car “il faut s’entendre rapidement”, une - et une seule - politique de défense contre les incendies (titre du dernier volet du dossier des 18 au 21 septembre).

Reflet entre autres du dynamisme propre aux Maures et de la violence des flammes - et des conflits - cette série d’articles n’a pas son équivalent dans les autres journaux.

Dans les jours qui suivent l’incendie, *Nice-Matin* fait écho aux diverses péripéties de la polémique entre propriétaires, exploitants et sapeurs-pompiers ⁽¹⁷⁾. La polémique porte entre autres sur la question des contre-feux, abordée dans deux articles aux titres symétriques :

“Les anciens : pourquoi n’a-t-on pas fait de “contre-feux”

“Les pompiers : nous n’y sommes pas opposés mais...” »

(16) Ce qui suit concerne presque uniquement les pages “Var Information” du journal. *Nice-Matin* semble avoir une rédaction plus décentralisée que les autres journaux, tout au moins sur le sujet qui nous intéresse. Les autres éditions (vues moins en détail) de Corse et des Alpes Maritimes, restent beaucoup plus fréquemment au niveau du simple compte rendu d’incendie. Ce qui est le cas aussi d’ailleurs de l’édition varoise avant que le feu ne ravage le Massif des Maures.

(17) Les sapeurs-pompiers volontaires : “C’est aussi notre forêt”. L’Etat-Major : “Que les partisans du débroussaillage commencent par faire le ménage chez eux”. Réponse aux violentes prises de position de Rezvani.

Après cette phase passionnelle, une série d'articles, fin septembre, se propose de renouer le dialogue entre fonctionnaires et paysans des Maures. Car, ainsi que titre l'une des doubles pages de cette série :

"Les feux de cet été ont rallumé une formidable querelle entre technocrates et gens du pays !".

Rappelant "l'éternel recommencement" du feu après "neuf années sans histoire", ces articles analysent la situation de la forêt varoise et examinent les conditions et limites d'une nouvelle conception de la D.F.C.I. en liaison avec l'agriculture, l'élevage... et la sylviculture.

L'Office national des forêts, absent de ce dossier où le point de vue des autorités est assuré par les responsables du S.D.I. et du Service régional d'aménagement forestier, intervient par la suite dans le débat, le 11 octobre, par une interview de l'ingénieur responsable de la subdivision de Fréjus, qui a "accepté de parler au nom de l'Office" et auquel répliquera d'ailleurs le 4 novembre un communiqué de la commission extra-municipale de La Garde-Freinet.

Mais surtout, les 29, 30 novembre et 15 décembre, dans un dossier issu de plusieurs jours de discussions avec la rédaction varoise et de visites sur le terrain, où les responsables de l'Office national des forêts s'expliquent ("il faut avoir le courage d'être impopulaire"), présentent leur mission ("pérenniser la forêt afin de la transmettre aux générations futures"), décrivent leurs moyens ("L'Office national des forêts : des moyens aussi pauvres que la forêt varoise", c'est le titre général du dossier) et leurs recherches dans l'Estérel, cette "forêt sans arbres" en matière de reboisement et d'introduction de nouvelles essences.

Après l'Office national des forêts, intervention tardive des "écologistes" dans *Nice-Matin*, alors que dans *Le Soir* ou *Le Provençal*, ils font partie des interlocuteurs privilégiés de l'été.

Le journal fait état de leur regret de ne pas avoir été consultés et, le 30 décembre, publie une lettre de leur "porte-parole" qui s'inquiète en particulier du fait qu'une large majorité "réclame avec une insistance devenant inquiétante, le débroussaillage quasi systématique de la forêt comme moyen de prévention, alors que "cette méthode est un non-sens écologique".

La forêt "est de droit public"... "et les propriétaires ne peuvent en disposer au préjudice de l'intérêt commun" poursuit le représentant des "amis des arbres".

"Controverse sur le débroussaillage : la position des propriétaires forestiers". C'est sous ce titre qu'est publiée le 10 janvier 1981 la réaction du Président du Syndicat des propriétaires sylviculteurs du Var. L'un et l'autre communiqués permettent au lecteur de saisir quelques arguments où - tout au moins à en juger par la seule lecture du journal - le rapport des forces semble renversé par rapport au *Provençal* ou au *Méridional*.⁽¹⁸⁾

Outre cette série sur les débats et controverses suscités par les feux de l'été 1979, *Nice-Matin* publie assez fréquemment en page "Var

Information" ou dans des pages locales, des articles de natures diverses concernant la forêt⁽¹⁹⁾. Mais pour les analyser, il serait nécessaire de sortir des limites chronologiques et thématiques de cette étude. Notons simplement que les rédacteurs des pages "Var Information" rencontrés considèrent la forêt varoise dans ses multiples aspects comme l'un des axes d'enquêtes privilégiés. *Nice-Matin* se félicite d'avoir été le premier à parler de Jean Pain et de ses recherches sur le compost de broussaille. C'est d'ailleurs un thème d'article qui revient régulièrement dans le journal.

Pyrénées-Orientales : une reconquête de l'espace rural est possible

Dans les Pyrénées-Orientales et l'Aude, 1979 a été sur le plan de l'incendie une année calme, même si *L'Indépendant* du 10 août titre en première page "Aude et Pyrénées-Orientales déjà 1000 ha brûlés !". Cependant, tout au long de l'été 1979, le feu restera à la une à cause des incendies provençaux ou espagnols (août 1979 : 25 morts sur la Costa Brava).

Il faut se reporter à l'année précédente pour avoir une image plus précise du feu de forêt catalan. Dès le 23 juin, cette année-là, *L'Indépendant* titrait en première page "Forêt d'Aude et des Pyrénées-Orientales : on craint le pire cet été". Et en effet, en septembre, une série d'incendies dans les Aspres et les Albères allaient confirmer ces craintes. Illustré par une photo d'archives du journal, rappelant les "grandes peurs sur les Aspres roussillonnaises"⁽²⁰⁾, cet article fait le point sur les conditions météorologiques "favorables aux mises à feu et à la propagation des incendies" et sur le dossier des moyens de prévention dans les Pyrénées-Orientales "remonté jusqu'à Paris". On s'interroge sur le coût à supporter par le Conseil général des routes de D.F.C.I. envisagées et sur le risque de mitage de la forêt à partir de ces routes.

La conclusion de l'article est une bonne illustration des positions développées généralement dans le journal :

"Chacun le sait le drame des régions dévastées par le feu est d'abord celui de leur dépeuplement. Les mas, jadis entretenus, ont progressivement été abandonnés et se voient transformés en résidences secondaires dont les abords sont vite gagnés par les broussailles (genêts, bruyère, joncs).

Le véritable combat contre l'incendie doit être mené préventivement. L'histoire de nos sinistres prouve que les routes n'arrêtent pas le feu, surtout par tramontane. Faudra-t-il cet été en cas de malheur, attendre une nouvelle fois trois jours la venue d'un avion "Canadair" ?

Décidément, l'imagination ne consisterait-elle pas à s'intéresser enfin aux solutions préconisées par les gens du pays plutôt qu'à préparer à grands coups de deniers publics le terrain à tous les types de spéculation".

Avec le type d'article ci-dessus, signé par le cor-

(18) Informations concernant les travaux des commissions d'enquêtes, les décisions ministérielles, mais aussi des articles tels que ceux consacrés aux expériences d'épandage des eaux usées en forêt ou encore aux rôles du Canal de Provence.

(19) Dans ces journaux, ce sont les écologistes et les défenseurs de l'environnement qui sont - en dehors des acteurs institutionnels - le plus souvent sollicités. Et ils semblent souvent les seuls à proposer des solutions et des certitudes.

(20) L'incendie de 1976.

respondant parisien du journal, que l'on retrouve régulièrement tout au long de l'année, la forêt est à la une en toutes saisons ⁽²¹⁾.

Les autres articles fréquents alimentant le débat sur la forêt peuvent se classer dans les rubriques suivantes :

- dans l'édition catalane : suivi des activités de l'Association de Sauvegarde des Aspres ;

- en relation avec chaque vague d'incendies locaux ou non : abondant courrier des lecteurs et en octobre 1979, dossier "incendie" en sept volets faisant le point sur la situation dans l'Aude et les Pyrénées-Orientales, puis dans le Var ⁽²²⁾, les Landes et la Catalogne espagnole ;

- informations diverses et reportages sur des aspects divers de la sylviculture et de l'industrie du bois dans l'Aude et les Pyrénées-Orientales (mais ce ne sont pas alors les seules zones menacées par le feu qui soient en cause).

Le journal, à travers la publication des informations concernant le FEOGA, cherche à inciter les agriculteurs et les propriétaires à débroussailler.

Dans l'alternative symbolisée par l'un des titres du grand dossier "incendie" des 1 au 9 septembre 1979 : "des chênes ou des canadais ?", les journalistes de *L'Indépendant* semblent opter pour le premier terme. En l'occurrence, il s'agit d'ailleurs plutôt d'inciter les locaux à nettoyer et entretenir les suberaies, l'allusion aux chèvres renvoyant au reportage de l'envoyé spécial du journal dans les Maures (plusieurs articles sont consacrés à l'industrie du chêne-liège).

A travers l'ensemble des articles et commentaires, un thème domine : celui de la prévention des incendies par la revitalisation de l'arrière-pays. C'est dans *L'Indépendant* que ce discours revitalisateur est le plus affirmé. Ce point mériterait de plus amples investigations, mais il semble que tout se passe comme si le journal prenait l'initiative de proposer des voies "nouvelles" dans une région où, à la différence de ce qui s'est passé dans le Sud-Est, les responsables politiques locaux de ce département pauvre s'expriment très peu (dans les articles dépouillés sur le thème de l'étude) et ne semblent pas porteurs des revendications concernant tant les aménagements de la D.F.C.I. que la réanimation rurale.

Cette remarque renvoie à l'attitude ambivalente des ruraux vis-à-vis du feu : "L'homme méditerranéen n'a jamais porté la forêt dans son cœur. Le premier geste de nos ancêtres a été d'y mettre le feu pour conquérir des espaces à cultiver ou pour faciliter le passage du bétail et lui fournir l'herbe tendre... L'arbre aussi a été considéré comme le rival de la vigne sur les coteaux".

L'incendie, qui s'attaque autant à des friches qu'à de véritables forêts, n'est pas toujours perçu comme une catastrophe, même si le journal ne manque pas d'insister sur le fait que ce sont de "véritables forêts de chênes-lièges, chênes verts et châtaigniers qui vont être irrémédiablement réduits à néant" (le 19/8/79 à propos d'un incendie dans les Aspres).

Le lecteur Catalan et Audois est tenu au cou-

rant de l'évolution de la politique agro-forestière du ministère à partir des articles du correspondant parisien évoqués plus haut. Tout en marquant une certaine distance critique par rapport aux dossiers parisiens, ces articles manifestent une volonté explicite d'interpeller le pouvoir local notamment à partir de ce qui finit par devenir une sorte de feuilleton (dans les articles du correspondant parisien, mais aussi dans d'autres) : l'attribution d'une unité de sapeurs-pompiers au département des Pyrénées-Orientales qui en est dépourvue (dossier de demande déposé puis retiré par le Conseil général) alors que, note le journal, le département de l'Hérault déjà doté de plusieurs unités en a obtenu une supplémentaire.

Les articles du correspondant parisien sont particulièrement fréquents à partir de l'automne 1979 ⁽²³⁾ et commentent les mesures prises ou en projet après les incendies du Var et des Bouches-du-Rhône, dont le journal se réjouit tout en remarquant que les Pouvoirs publics s'émeuvent plus facilement lorsque les incendies atteignent la Côte d'Azur "enfant gâté des investisseurs touristiques". C'est un commentaire fréquent dans tout type d'article : il aura fallu, remarque *L'Indépendant*, que la Côte d'Azur brûle sous les yeux du Président de la République pour que des mesures d'une certaine envergure soient envisagées. Les milliers d'hectares brûlés dans l'Aude et les Pyrénées-Orientales ces dernières années n'avaient guère suscité de réactions officielles de haut niveau" (dossier incendie 9/10/79 Titre : "Quand le Président se brûle").

Dans les pages varoises de *Nice-Matin*, les débats et polémiques se focalisent surtout sur le cas des Maures, *L'Indépendant* et les Pyrénées-Orientales ont eux aussi leur zone symbolique : les Aspres, qui apparaît à travers l'Association de Sauvegarde des Aspres, créée après l'incendie de 1979. L'Association à en juger par le compte rendu de ses activités dans *L'Indépendant*, s'intéresse non seulement à la prévention des incendies mais aussi à l'animation culturelle, aux problèmes agricoles ou encore aux expérimentations en matière d'énergies renouvelables. Une de ses animatrices, écrivain "régionaliste", Adrienne Cazeilles, vient périodiquement dans *L'Indépendant* tirer la leçon - on serait tenté de dire la morale - du nouveau cycle d'incendies.

Ainsi, le 19/9/78, faisant appel à la solidarité et à "une remise en question fondamentale et sûrement inconfortable, d'habitudes acquises depuis de longues années", elle soulève le problème de "l'usage du foncier, de ces terres abandonnées qu'on a voulu vouer au tourisme et qui ne le sont qu'à la broussaille".

"C'est qu'existaient alors des coupe-feux naturels, qui étaient les zones de cultures, de pâturages, et l'exploitation du liège et du bois de chauffage, sur toute l'étendue des zones aujourd'hui soumises à des incendies consécutifs. Je sais très bien qu'on ne peut remettre ses pas dans les traces anciennes et que, d'ailleurs, les conditions de vie d'il y a un demi-siècle ne paraissent

(21) Alors que dans les autres journaux, elle disparaît pratiquement avec les feux.

(22) Il est intéressant de noter que *Midi Libre* et *L'Indépendant* publient l'un et l'autre un reportage de leur envoyé spécial dans le Sud-Est. Le premier, les 13 et 14 août, s'intéresse à "une journée du P.C. de Valabre" et ce sera l'une des rares enquêtes publiées par le *Midi Libre* dans la période dépouillée (juin-décembre 1979). Le second enquête à l'automne sur l'ensemble des retombées socio-politiques varoises de feux, citant les mêmes acteurs et les mêmes points de vue que *Nice-Matin*.

(23) Articles exprimant un certain espoir puis une certaine déception, si l'on en juge simplement par l'évolution des titres 01.09.79 : "On va planter des millions d'arbres". 13.10.79 : "Forêt le marché du siècle". 21.12.80 : "La forêt bradée". 09.02.81 : "Midi : la forêt au rebut".

sent idylliques qu'à ceux qui ne les ont connues que par ouï-dire.

Mais dans ce cas, il faut accepter comme inéluctable de voir détruits, avec toutes les conséquences imprévisibles que cela implique, des paysages qui nous entourent, et qui sont non pas le décor mais partie intégrante de notre vie.

Sinon, nous avons un choix difficile à faire, qui dépasse les possibilités individuelles, en impliquant toutefois l'accord des individus".

On retrouve ici le débat évoqué, à propos de *Nice-Matin*, à travers la controverse entre écologistes et forestiers "qui donc sera prêt à abdiquer une partie de son droit de propriété pour que des mesures nouvelles puissent être mises en œuvre... ou pour que des hommes nouveaux puissent y faire l'expérience d'une autre façon de vivre, au risque de se tromper..." poursuit Adrienne Cazeilles.

Publiée le 22/10/79, la réaction du Secrétaire de l'Association au dossier "incendie" en sept volets cité plus haut apporte au lecteur de *L'Indépendant* l'état des réflexions au sein de l'Association et reprend des questions fréquemment abordées par le journal :

"Le feu n'est, à la fois, que cause et effet d'un processus infiniment plus complexe" mais "si les analyses convergent vers le même combat, à savoir la désertification accélérée des reliefs, les avis diffèrent entre ceux qui acceptent la fatalité... irréversible et ceux qui estiment... qu'une reconquête de l'espace est possible".

Le Secrétaire de l'Association poursuit en faisant allusion au débat "qu'il faudra arbitrer" entre tenants du développement de l'habitat secondaire et ceux "qui souhaitent une restauration des activités plus conformes traditionnellement à la nature rurale des lieux".

Mais : "ne rien faire... ce serait réduire... le Roussillon à sa plaine.. Cette perspective d'un Roussillon mutilé, rétréci entre un mur de béton littoral et un désert caillouteux, est inacceptable... c'est l'économie de l'ensemble du département qui est, elle, mise en cause..."

Il conclut sur la vocation d'animation et de concertation de l'Association "pour amorcer un certain nombre d'actions ponctuelles dont l'exemplarité serait susceptible... d'entraîner un renversement des tendances au dépeuplement rural" (24).

Ainsi, l'émotion suscitée par l'incendie de 1976 semble avoir catalysé un mouvement de réanimation de la vie locale. A partir de quelles bases locales ? La lecture du quotidien régional ne permet pas d'aller plus loin dans l'analyse. Les animateurs de l'Association déplorent parfois que la mobilisation d'après 1976 se soit rapidement essouffée.

L'Association de Sauvegarde des Aspres apparaît ainsi comme un laboratoire où se formule une nouvelle représentation des espaces sensibles au feu, où s'expérimente un nouveau mode de gestion de ces espaces (relations associations D.D.A.). Le

message de l'Association rejoint et alimente celui du journal.

Discours revitalisateur alternatif au discours "urbain" produit par les journaux marseillais (et qui se manifeste dans *L'Indépendant* comme dans *Nice-Matin* par un recours extrêmement rare à "l'écologie") ? Ils illustrent en tout cas les conditions dans lesquelles forêts, collines, garrigues, landes, maquis, friches, bref, tous ces espaces "naturels" menacés de combustion deviennent matière à information quotidienne.

Conclusions et conséquences pratiques

La presse ne s'intéresse à la forêt que lorsqu'elle brûle. A l'origine de cette étude, il y avait - entre autres - ce constat. Il s'avère en fait inégalement vérifié selon les quotidiens régionaux étudiés et selon les types d'articles.

Bien entendu, quantitativement à la surface occupée et au nombre de signes ou de photos, c'est le feu qui prime. Mais avec quel autre événement concernant la forêt pourrait-il rivaliser dans la rubrique du fait divers ? La structure du récit, ses principaux thèmes d'information, sont alors très proches d'un journal à l'autre : description des moyens de lutte, spectacle des flammes, évolution des canadais, panique des campeurs menacés ...

Mais comment s'en étonner dès lors que l'on considère la place que joue ce type de fait divers dans un quotidien ou encore la course contre la montre qu'est la fabrication de l'actualité quotidienne ?

Certains journalistes avouent volontiers qu'un reportage sur un incendie les inspire peu "quand on en a vu un...". Comment trouver un angle d'attaque original ? Alors on y envoie plutôt les stagiaires et évidemment pas des journalistes spécialisés s'ils existent. La principale source d'information sur le terrain, c'est le P.C. des pompiers. Ce n'est donc pas dans les articles réagissant immédiatement à l'actualité, bien qu'ils soient les plus fréquents et les plus faciles d'accès (et les plus lus ?), qu'il faut chercher une information "forestière".

Malgré ce qui vient d'être dit ci-dessus et qui concerne surtout les feux moyens, les reportages sur les incendies "exceptionnels" (Garlaban, Maures, Sainte-Baume) proposent des commentaires empreints de lyrisme et d'émotion, précieux quand il s'agit d'analyser les représentations et fonctions symboliques comme plus matérielles de la forêt et autres espaces ravagés, aux yeux du "grand public".

Les pages consacrées aux incendies exceptionnels sont aussi l'amorce d'une information plus riche concernant les problèmes et le devenir de la forêt méditerranéenne. Et c'est là que se situe un premier clivage entre les journaux, qui ira en s'accroissant à l'époque des bilans. Mais là aussi, l'événement déclenchant l'information et le mes-

(24) Le 31/12/79, *L'Indépendant* consacre un article à "Un projet concret pour les Aspres : une coopérative de "jardinières" pour assurer l'emploi des hommes et la lutte contre l'incendie."

sage principal diffusé sont plus de l'ordre du socio-politique que du forestier.

En l'occurrence, l'événement de l'été 1979 ce n'est pas tant l'incendie de forêt que les polémiques sur les responsabilités de l'Etat et des Pouvoirs publics qu'ils ont suscité dans les journaux du Sud-Est méditerranéen.

Tous les journaux introduisent et accompagnent la rubrique "feux de l'été" par une description des moyens de lutte et de D.F.C.I. Les thèmes plus proprement forestiers sont eux plus inégalement exploités.

Si l'on examine l'information dans sa durée, chacun des quotidiens semble avoir fait implicitement ou explicitement un choix en faveur d'une "vérité" sur les causes et conséquences des incendies relativement cohérente avec différents systèmes de représentation possibles des espaces menacés ou détruits par le feu.

L'un "urbanise" la forêt qui devient décor, paysage immuable, espace vierge de toute fonction productive - et de tout propriétaire - dont la vocation ne peut être autre que d'accueillir citadins et touristes.

L'autre inclut beaucoup plus l'analyse des feux dans le contexte rural et/ou agricole. Tout se passe comme si les tenants de ce deuxième discours "revitalisateur", ne se résignaient pas à l'exode rural, à la dépopulation, aux "oukases" parisiennes et la spéculation foncière... dénoncés de façon plus ou moins directe.

On aurait ainsi, pour schématiser - car tous les points de vue se retrouvent un jour ou l'autre dans chacun des journaux - la voix du littoral et des métropoles d'une part : journaux du groupe *Le Provençal*, *Le Méridional*, *Midi Libre*, et d'autre part la voix des "gens du pays" sinon de l'arrière-pays : édition varoise de *Nice-Matin*, *L'Indépendant* et *La Marseillaise*. Ce dernier journal est par ailleurs le seul à proposer, à partir de l'opportunité des incendies, une longue série d'articles de fond consacrés à l'analyse critique de la politique forestière *stricto sensu*, dans un troisième type de discours que l'on peut qualifier de "forestier étatique".

Un autre constat d'insatisfaction était à l'origine de cette étude : le fait que la presse apporte peu d'éléments d'information et d'analyse. Et de fait, les articles fonctionnent dans leur ensemble plus sur le mode de l'allusion que sur celui de l'analyse montrant la complexité des problèmes et les aspects contradictoires, incertains, des solutions envisagées. Mais là encore, comment s'en étonner ? N'est-ce pas la loi du genre : articles courts, à partir de l'actualité du jour, destinés à tous les publics et faits par des rédacteurs non spécialisés.

Dans un quotidien à large diffusion, une information du type vulgarisation scientifique ou connaissance de la forêt a-t-elle sa place ? Des articles de fond destinés à faire participer l'opinion publique aux choix évoqués ci-dessus intéresseraient-ils "le grand public" achetant un quotidien régional ("grand public" défini en oppo-

sition à celui des journaux nationaux quotidiens ou hebdomadaires).

A en juger par ce que montre l'analyse des thèmes, sources et niveau d'élaboration des articles généraux, la réponse semble différente selon les journaux. Là aussi la distinction discours urbain/discours revitalisateur semble opératoire : en toute logique, les journaux où dominent le second lorsqu'il s'agit de s'interroger sur la prévention des incendies sont également ceux qui proposent à leurs lecteurs un certain suivi du thème "forêt" en toutes saisons.

Le discours "urbain" se traduit par une dominante des comptes rendus d'interviews de conférence de presse et de points de vue officiels et très peu d'enquêtes, de reportages, d'approfondissement vue de Marseille ou de Montpellier, la forêt méditerranéenne n'est qu'un sujet mineur qui ne tiendra qu'une place secondaire dans l'espace — limité — du journal. Et subsidiairement l'on considérera que le lecteur n'est sensible au sujet que lorsqu'il y a des incendies...

Dans l'autre cas, les articles à l'initiative du journal (non déclenchés par un événement, que ce soit le feu ou une conférence de presse) sont plus fréquents. Ils correspondent autant à une plus grande importance locale des espaces combustibles sinon de la "forêt" qu'à une relation autre avec le terrain.

Il est difficile, pour resituer ces différentes représentations, de faire la part de ce qui relève d'un choix rédactionnel global et de ce qui est induit par la spécificité du sujet : quelle est la part qui revient au facteur personnel des rédacteurs, quelle est celle qui correspond à la conjoncture particulière de l'été 1979, ou aux différences de nature et de "valeur" des espaces en cause ? Ou encore, quelle est celle qui dépend d'enjeux locaux plus ou moins médiatisés, mis en avant ou occultés selon les cas, par ce "quatrième pouvoir" qu'est la presse dans son ensemble et chacun des quotidiens dans son optique particulière ? On peut cependant remarquer que les différents discours et les directions explorées reflètent avec plus ou moins de distorsion, selon l'orientation du support, les rapports de forces démographiques territoriaux et économiques entre les zones de diffusion de chaque quotidien.

Ils reflètent également — aux yeux de l'analyste sinon à la lecture au jour le jour de tel ou tel article plus ou moins allusif — plus qu'un souci de connaissance de la forêt en soi, des débats et des enjeux multiples. Ce qui est en cause ainsi n'est pas tant la forêt, en tant que formation végétale bien localisée, qu'un espace plus vaste à l'avenir incertain, qualifié de "naturel" ou de "rural" selon le point de vue que l'on défend. C'est à travers l'action de groupes sociaux divers en compétition pour le contrôle du devenir foncier, économique et culturel, que la forêt méditerranéenne peut apparaître principalement comme un fait de presse dans un quotidien régional.